

Le Patriote Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

IMMIGRATION

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COLONISATION

BUREAU

DU JOURNAL,

Rue Perez Castellanos n. 162.

Le PATRIOTE paraît provisoirement trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. Il est placé sous la direction de M. ARSENE ISABELLE, négociant, rédacteur en chef. On souscrit au bureau du journal. Les lettres et avis doivent être adressés, comme par le passé à M. J. H. REYNAUD, propriétaire gérant.

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

MONTEVIDEO.

18 JUIN 1850.

IMMIGRATION ALLEMANDE

DANS

L'AMÉRIQUE DU SUD.

(Suite.)

Il n'existe aucun doute sur l'utilité d'une telle entreprise, et l'on peut être certain, en comparant toutes les éventualités, d'obtenir les garanties les plus positives pour les capitaux qu'il serait nécessaire d'y employer.

Le produit immédiat de la communication établie, les avantages qui seront concédés par l'Etat, et d'autres entreprises utiles qui pourraient se combiner avec ces travaux, forment une base très solide de spéculations telles, qu'il s'en présente rarement d'aussi fructueuses à l'esprit d'entreprise.

Aussitôt les travaux terminés, l'ouverture des communications acquerrait une importance qui s'accroîtrait en proportion des ressources de ces pays.

La jonction du Parana avec l'Uruguay est une entreprise qui n'aura d'égale que lorsqu'on aura réalisé le plan, depuis si longtemps médité, de couper l'isthme de Suez ou l'isthme de Panama, au moyen d'un canal ou d'un chemin de fer; non pas sous le rapport des difficultés d'exécution ni de l'étendue des travaux; mais parce que ce sera le premier canal ou le premier chemin de fer qui se sera construit sur un point central de l'Amérique du Sud, destiné à jouer un si grand rôle dans le monde commercial.

Cette entreprise est indiquée par la nature, qui lui assurera une sorte de monopole en écartant toute concurrence; parce que cette voie est l'unique direction et la ligne de séparation des routes que renferment — avec toutes leurs ramifications, — les pays les plus riches du globe; sur un territoire de plus de quarante mille lieues carrées. Tout le commerce de l'intérieur avec la mer viendrait s'y concentrer.

Pour se faire une idée de l'importance que pourrait acquérir le commerce de transit, même aujourd'hui, il suffit de se rappeler que le Paraguay compte une population de 800 000 âmes (1), et cette population augmentera rapidement dès que l'activité du commerce y attirera les étrangers; dès que la culture ou la fabrication des produits du pays sera encouragée par la demande et la facilité des débouchés.

On peut en dire autant des Etats du nord du Rio de la Plata, de Corrientes, de l'Entre-Rios et du Uruguay.

Tous ont le même intérêt d'ouvrir à leur commerce une voie de communication avec la mer, et qui soit indépendante de l'arbitraire du gouvernement du pays intermédiaire.

Le Brésil et la Bolivie n'y sont pas moins intéressés. Avec le concours de ces puissances, on n'aurait point à craindre de voir Buenos Ayres entraver la libre communication du commerce. D'un autre côté, l'importance commerciale de ces pays étant doublée, et peut être décuplée, les grandes puissances maritimes de l'Europe ne manqueraient pas de motifs pour repousser et contenir un despotisme aussi préjudiciable au commerce du monde.

Bien qu'une telle entreprise promette, à la première vue, des résultats avantageux pour les entrepreneurs, il est à croire que les gouvernements intéressés à la prompt exécution du projet ne feraient aucune difficulté de concéder gratuitement, sur la demande qui leur en serait faite, la portion de terrain nécessaire pour les travaux, ainsi que quelques terres adjacentes, à titre de récompense, avec des exemptions ou des réductions de droits sur la ligne établie.

Il n'est pas nécessaire de démontrer que des droits modérés contribueraient à activer le transit, et à accroître beaucoup, par conséquent, les revenus de l'entreprise; mais il est douteux qu'on pût obtenir cette dernière concession. Nous croyons, cependant, qu'on y parviendrait;

(1) Si ce chiffre est exact, comme nous le supposons, le Paraguay posséderait à lui seul autant d'habitants que

parce qu'il est de l'intérêt des gouvernements américains de fomenter l'esprit d'entreprise, qui jusqu'à présent ne s'est guère développé dans ces pays lointains et qu'il s'agit ici d'une entreprise coûteuse et de la plus haute importance dans ses résultats.

Mais le plus sûr serait la donation des terres; parce que ces gouvernements doivent comprendre qu'on ne peut donner aux terrains une valeur réelle qu'après leur avoir ouvert des voies de communication complètes, afin d'y attirer des colons laborieux et industrieux.

Les concessions de terres devraient donc être la base de l'entreprise; parce qu'elles serviraient à obtenir d'autres résultats non moins importants que ceux indiqués plus haut: elles aideraient à améliorer le sort de plusieurs milliers d'hommes malheureux.

Ainsi, en même temps que l'on réaliserait le plan de l'établissement des voies de communication avec le Paraguay, il faudrait combiner un plan de Colonisation.

Ce ne sera que par la combinaison des deux entreprises, qu'on pourra obtenir un grand résultat immédiat.

C'est par la COLONISATION sur une grande échelle que l'on donnera de suite l'impulsion nécessaire au commerce, — que l'on augmentera la population — et que les terres acquerront de la valeur. Et la conséquence de cela sera un développement puissant et rapide de toutes les forces productives de ces pays.

Les grands avantages que procurerait une première colonisation bien dirigée, rendraient naturellement les Etats de la Plata le point de mire de l'émigration européenne, et un brillant avenir serait assuré à ces contrées.

Que, tôt ou tard, l'émigration doive se diriger vers ces contrées, cela ne peut plus être la matière d'un doute; car on y trouve en abondance tous les éléments nécessaires à la prospérité d'une colonisation en grand: le climat est on ne peut plus sain, il existe déjà une population civilisée et disséminée dans l'intérieur, de sorte que le pays peut être cultivé facilement. Il y a d'ailleurs une grande abondance de vivres sains et substantiels, principalement de la viande, du maïs et de la farine de maïs.

A tout cela, il faut encore ajouter les avantages géographiques; un grand nombre de points sont appelés à donner naissance à des villes populeuses et riches, qui seront autant de centres commerciaux, alimentés par une nature féconde. Le Brésil nous en offre des exemples: Rio de Janeiro, Bahia; Pernambuco manquent de bonnes voies de communication avec l'intérieur, et pourtant ces villes ont grandi rapidement. A plus forte raison, combien devront grandir vite les villes de la Plata qui jouiront de ce précieux avantage au moyen d'un réseau de rivières navigables qui se croisent dans tous les sens....

Les allemands sont appelés principalement à répandre une culture plus élevée dans ces régions, et de grands intérêts nationaux se rattachent à la réalisation de ces plans.

Jusqu'à présent on n'a pas assez apprécié l'importance de cette partie de l'Amérique, pour l'EMIGRATION qui s'est éveillée dans le sein de la nationalité allemande; on n'a pas assez négocié avec elle les grandes questions d'intérêt national bien dirigé.

Les allemands cherchent à s'établir dans toutes les parties du globe et ils augmentent ainsi la force des concurrents de leur patrie à leur préjudice. Les territoires du Rio de la Plata sont appelés par leur situation géographique et leur climat à leur offrir de bons établissements. C'est ici qu'ils peuvent être, même à cette distance, utiles à leur pays, en échangeant leurs produits contre des objets manufacturés. C'est ici qu'ils trouveront les fondements d'une prospérité durable, — un travail productif pour toujours.

Ce sont là quelques unes des nombreuses raisons qui justifient le plan d'une COLONISATION dans les Etats de la Plata. Nous avons encore à mentionner particulièrement un fait bien connu de ces gouvernements à savoir: — que leur intérêt est d'encourager l'immigration des étrangers industrieux.

L'Uruguay est le point de réunion d'un grand nombre d'émigrés français et anglais; et le Paraguay se prête avec la meilleure volonté à favoriser le commerce étranger; de sorte que l'on peut espérer toute espèce de facilités de la part de ce dernier gouvernement.

(Continuera.)

DES CONSEQUENCES PROBABLES DE LA LIBRE NAVIGATION DU PARANA.

(Troisième édition.)

(Suite.)

Pour le présent, le port que l'on nomme Lamar, autrement Cobija, occupe seul l'attention du gouvernement bolivien, qui néglige totalement le sort, les intérêts et la prospérité de plus des deux tiers de son territoire. Et cependant il est incontestable que ces deux tiers doivent, par la suite, produire un revenu bien supérieur à celui de l'autre tiers, lorsque l'agriculture et le commerce, s'ouvrant une large issue par la rivière du Paraguay, favoriseront, sans restriction l'accroissement de la population.

Bolivia a le besoin et le désir d'augmenter sa population; mais on sent que cela ne peut se réaliser que par la libre navigation de nos fleuves, parce, du moment que les cent bouches de la renommée auront proclamé au loin l'importance des provinces dont nous nous occupons, l'attention des étrangers ne manquera pas de se reporter sur elles.

Avec la vapeur, un européen pourrait débarquer à Buenos Ayres et continuer son voyage jusqu'en Bolivie sans la moindre fatigue, et à très peu de frais; tandis qu'en se rendant directement de l'Europe ou des Etats Unis au port de Lamar, par le cap Horn, il dépenserait le double, sans compter les fatigues et les risques sans nombre auxquels il se trouverait exposé.

Avec un bateau à vapeur, et lorsque les capitaines se seront rendus pratiques de nos rivières, le trajet de Buenos Ayres jusqu'au confluent du Jauru (Jaourou), par les 16° 20' de latitude sud, pourrait être parcouru en quinze jours, en prenant pour terme de comparaison une distance égale sur le Mississippi. Quant au voyage de retour, il pourrait, évidemment, s'opérer en moitié moins de temps.

Le confluent du Jauru se trouve par la même latitude que Santa Ana, capitale de la province de Chiquitos, à une distance d'environ soixante dix lieues; d'autres villes ou bourgades de la même province en sont beaucoup moins éloignées. De ce même confluent à la capitale de Matogrosso il y a soixante treize lieues, et jusqu'aux populations les plus rapprochées de la province de Moxos, environ cent lieues.

Quel est l'homme qui ne se décidera pas, alors, à entreprendre un pareil voyage du moment qu'on pourra réunir à bord d'un bâtiment les mêmes commodités, à peu près, que dans sa maison? Les Boliviens, eux mêmes, ne manqueraient point d'accompagner leurs produits et de venir en soigner la vente à Buenos Ayres et à Montevideo, pour retourner ensuite dans leur pays, munis d'un assortiment d'articles de leur goût; car sur ces deux marchés où régnerait désormais la plus grande activité, ils rencontreraient facilement toutes les productions du globe, c'est à dire tout ce que l'homme peut désirer ici-bas pour l'accomplissement de ses projets, et cela à tout aussi bon marché que dans les lieux de production.

Ce que nous venons de dire des suites naturelles de la libre navigation du Parana et du Paraguay, ne serait-il pas également applicable au large et profond Pilcomayo qui est navigable jusqu'à peu de distance de Chuquisaca et de Santa Cruz de la Sierra? Par la voie de cette fameuse rivière, qui parcourt des terrains d'une étonnante fertilité, nous pourrions aussi recevoir du café, du sucre, du coton, du riz et du tabac, enfin les principales productions des deux Indes, c'est à dire tout ce que la nature, aidée par la main de l'homme, est capable de produire entre les tropiques.

On dit que le Pilcomayo a trois chutes ou sauts (saltos). Ne pourrait-on pas délivrer la navigation de ces obstacles accidentels en les faisant disparaître, s'il est vrai qu'ils ne consistent qu'en roches grossières et friables? Si ce moyen n'était pas jugé praticable, on pourrait construire des bateaux à vapeur qui navigueraient entre ces chutes d'eau, et à côté de celles-ci on bâtirait un fort. Bientôt s'élèverait une petite ville sous le canon protecteur de la forteresse, parce que les opérations de transbordement demandent naturellement des bras, des charrettes et diverses branches d'industries de première nécessité, tels que des forgerons, des charbons, des charpentiers, des aubergistes. Tout cela réuni appellerait l'attention des Indiens, et produirait avec eux un commerce plus ou moins lucratif. Ensuite on commencerait à se

mer, à planter pour la culture des productions intertropicales; et, en attendant, on recueillirait, avec l'aide des Indiens, celles que fournissent les épaisses forêts qui bordent cette rivière, tels que le miel, la cire, les pelleteries et beaucoup d'autres articles inconnus dans le commerce, y compris diverses espèces de bois rares et précieux qui peuvent être très utiles au développement de l'industrie européenne.

En un mot, la navigation du Pilcomayo faciliterait, avec une promptitude incroyable, la civilisation des Indiens qui habitent les vastes contrées que parcourt cette rivière, ce que toutes les tentatives anciennes et modernes n'ont pu faire en trois siècles.

De cette manière, la République Argentine pourrait avoir un commerce fort avantageux avec sa sœur jumelle, la République de Bolivie (1); celle-ci serait approvisionnée de toutes les productions du monde, et elle nous enverrait les siennes en retour, récoltées et élaborées par des hommes libres.

C'est alors que les Argentins et les Boliviens pourraient dire avec orgueil au monde civilisé: Ce sucre, ce cacao, ce café, qui vont augmenter votre bien-être, ne s'en vont pas accompagnés des malédictions de malheureux Africains, comme il arrive pour les productions analogues du Brésil et des Antilles; ils n'emportent avec eux que les bénédictions d'hommes libres et heureux.

On conçoit qu'alors il serait beaucoup plus commode aux Boliviens de la partie orientale des Cordillères de venir faire leurs achats dans la République Argentine que dans aucun port de l'Océan Pacifique, une fois qu'ils pourraient arriver à Buenos Ayres avec tant de facilité, et, en outre, avec la complète certitude d'y trouver réuni tout ce dont ils pourraient avoir besoin. Dans les ports de l'Océan Pacifique, ils ne pourraient jouir de ces avantages, ni avec la même facilité, ni à un aussi bas prix; parce que, d'abord, pour un navire qui arriverait là, il en viendrait ici cinquante, et qu'ensuite ce commerce ne peut convenir qu'aux provinces dont les produits consistent en métaux précieux. Celles qui n'ont que des articles d'encombrement préféreront toujours les transports par eau; et là où vont les intérêts vont également les intérêts.

(Continuera.)

LES HOMMES A COURTE VUE.

« Que vous a dit l'honorable M. Thiers ? Il vous a dit : Nous avons là un grand intérêt commercial, etc etc.

.....

« Je veux réfuter ces choses, écoutez-moi (Parlez ! Parlez !).....

.....

« Ce pays (la Plata) n'a à livrer qu'une chose, ses cuirs, ses suifs, ses peaux sa carna siche, pour employer l'expression du pays.....

(Paroles de M. ROUHER, ministre de la justice, répondant à M. Thiers, dans la séance du 5 janvier 1850.)

S'il y a quelque chose de plus sec et d'un peu moins substantiel que la carna (lisez carné) de Buenos Ayres, c'est assurément la refutation de M. Rouher.

C'est ce que nous autres, prolétaires, nous appelons, dans notre gros bon sens, « ne pas y voir plus loin que son nez... » Il est vrai que nous n'avons pas pris la mesure de celui de M. Rouher, et il pouvait être fort long après la discussion de l'Assemblée Nationale.

Cependant, il faut être juste, M. Rouher a dit une grande vérité : sous le système de Rosas, les Etats de la Plata ne produisent et ne produiront jamais autre chose que des cuirs, du suif, des peaux et de la carna, puisque carna il y a, selon le texte officiel du *Moniteur*.

Le développement de ces industries serait déjà une chose fort avantageuse à notre commerce maritime, qui a besoin de marchandises d'encombrement pour ses navires; mais encore une fois, c'est tomber en plein dans le système de Rosas, qui ne veut pas que ce pays soit autre chose que le plancher des vaches.

C'est vouloir séquestrer, comprimer l'élan commercial et industriel de tout un monde !...

C'est vouloir limiter le commerce aux deux seuls ports de Montevideo et de Buenos Ayres, au lieu de lui en ouvrir CINQUANTE dans l'Uruguay, le Parana, le Paraguay et le Bermejo.

M. Rouher en n'examinant les affaires de la Plata qu'à travers les lunettes de MM. Le Predour, de Mareuil, Mackau et Dupotet, (abstraction faite du télescope

(1) On sait que la Bolivie, formée du Haut-Pérou et des vastes régions qui s'étendent à l'ouest du Paraguay, faisait anciennement partie de la vice royauté de Buenos Ayres.

de lord Palmerston), n'étend pas sa vue jusqu'aux Cordillères du Chili, de la Bolivie et du Brésil.

Il n'aperçoit pas 700 000 habitants entre Buenos Ayres et Salta;—800 000 habitants entre Jujuy et Santa Cruz de la Sierra;—1 000 000 d'hommes entre Montevideo et Mato Grosso;—en tout deux millions et cinq cent mille habitants qui n'ont aucune communication avec l'Europe par l'absurde système de Rosas.

2,500,000 habitants, au minimum qui pourraient produire en grande abondance, et qui produisent depuis longtemps,—pour leur consommation seulement,—du coton, du tabac, du sucre, du maté, de l'indigo, du café, du quinquina, de la vanille, des céréales, des plantes médicinales, telles que la saïsepaille, la rhubarbe, l'Ipécacuanha, le réglisse etc., des bois d'ébénisterie, de cherpante et de construction navale, sans compter les chevaux, les mulets, les bœufs, les vaches, les moutons et les chèvres, qui pullulent partout.

Sans compter, non plus, l'or, l'argent, le fer, le charbon de terre et tous les minéraux utiles que renferment en abondance les provinces brésiliennes, argentines et boliviennes, et probablement aussi la Bande Orientale.

« Croissez multipliez, cultivez la terre, » dit la Genèse, en s'adressant aux hommes.—mais à quoi bon croître, multiplier et cultiver, disent les habitants du Tucuman, de Salta, de Jujuy, de Tarija, de Charcas, de Cochabamba, de Potosi, de Santa Cruz de la Sierra, de Chiquitos, de Moxos, de Mato Grosso, du Paraguay, de Corrientes et des Misiones de l'Uruguay. Si nous devons rester éternellement séquestrés du reste du monde.

Si nos richesses produites ne trouvent pas d'acheteurs.

Si nos terres fertiles restent sans valeur.

Si nos fleuves et nos rivières ne sont navigables que pour les canards ?....

Si nous devons être toujours rangés par les seigneurs suzerains de la Pampa ?....

Dans un si pitoyable état de choses, il est évident que nos 2,500 000 américains n'ont rien de mieux à faire qu'à s'étendre nonchalamment à l'ombre de leurs forêts de maté, de leurs cannes à sucre, de leurs indigotiers et de leurs cotonniers: jusqu'à ce que la politique mercantile de l'Angleterre permette à leurs produits d'entrer en concurrence avec ceux de l'Inde, de Maurice et de la Jamaïque.

Voilà ce que nos hommes à courte vue n'ont pu apercevoir jusqu'à présent.

L'Angleterre veut des clients et non des concurrents, et Rosas est l'homme qu'il lui faut: car à coup sûr il ne marchera jamais sur les traces d'un Pierre le Grand, ou d'un Rivadavia.

Et nous ! aurons nous un Colbert ?..... Voilà le problème.

EMIGRATION ET COLONISATION.

Nos Bâziles politiques perdant l'espoir de nous faire passer par des intrigues et des hommes perdus, aux yeux des nouveaux envoyés de notre gouvernement, s'efforcent de nous représenter comme des socialistes et des communistes, parce que nous parlons des souffrances de la France,—parce que nous indiquons comme remède habile, efficace, l'EMIGRATION et la COLONISATION sur une grande échelle, en Amérique et ailleurs.

On jugera par ce qui suit si notre opinion est ou non dénuée de bon sens et de patriotisme.

L'*Illustration* du 22 décembre rend compte en ces termes d'une enquête faite à Londres le 10 décembre dernier, par les soins de lord ASHLEY et de sir SYDNEY HERBERT: ces deux philanthropes n'ont pas dédaigné de s'occuper activement du remède à apporter à tant de misères. Ils ont convoqué et réuni à cet effet 1 200 ouvrières.

« Dans ce nombre, 500 au moins avaient dû emprunter des vêtements pour se rendre à l'Assemblée: 60 au plus possédaient une couverture sur leur lit, 150 n'avaient jamais eu de lit, 50 avaient dû engager leur lit pour se procurer des aliments, 180 avaient dû vendre leur leur, et près de 300 avaient été expulsées de leur logement, faute d'en pouvoir payer le loyer.

« Sur les ouvrières présentes, il ne s'en trouve pas une seule qui ait gagné 7 schellings (8 fr. 40 c.) la semaine précédente, 5 avaient gagné 5 schel. (7 fr. 20 c.), 28 avaient gagné 5 schel. (6 fr.), 12 avaient gagné 4 sch. et demi (5 fr. 40 c.), 142 avaient gagné 3 sch. (3 fr. 60 c.), 150 avaient gagné 2 sch. et demi (3 fr.), 71 avaient gagné 2 sch. (2 fr. 40 c.), 82 avaient gagné 1 sch. et demi (1 fr. 20 c.) 92 avaient gagné moins d'un schelling, et 223 n'avaient rien gagné faute d'ouvrage....

« A cet état de choses qui fait pressentir d'effroyables misères, nos voisins essaient l'application d'un étrange remède: l'EMIGRATION.—Les promoteurs du meeting ou assemblée, dont les principaux résultats viennent d'être exposés, établissent que 33 mille couturières, dont 28 mille ont moins de vingt ans, essaient de vivre en Angleterre, avec un salaire qui varie de 5 à 9 sous par jour, ils ajoutent que toutes celles de ces couturières, qui em-

greront aux colonies y trouveront une existence plus facile et plus heureuse.—Nous le croyons sans peine.

Et nous, nous en sommes certains: et le remède appliqué par ces anglais éclairés, à l'extinction du paupérisme, ne nous paraît pas, à nous, aussi étrange qu'aux rédacteurs de l'*Illustration*, parce que nous sommes à même de juger qu'il y a dans les trois mondes de l'Amérique et de l'Océanie assez d'emploi pour utiliser les millions de bras qui gagnent à peine leur existence en Europe.

Le *Constitutionnel* du 27 janvier annonce que la souscription ouverte pour l'émigration des ouvrières en Australie avait déjà produit 400 000 francs, et que l'association avait résolu de mettre immédiatement son plan à exécution. Une maison devait être louée pour loger une cinquantaine de ces ouvrières, qui résideraient, à aux frais de l'Association, en attendant leur départ. On espérait que des navires de l'Etat seraient mis à la disposition de l'Association pour le transport des émigrantes. Des habitations doivent être également préparées dans les colonies pour les recevoir, et les dames de Sidney et de Melbourne (en Australie) s'étaient déjà formées en commissions pour les recevoir, les protéger et les diriger.

« Voilà assurément, dit le *Constitutionnel* que nous traduisons du *Comercio del Plata*, un plan pratique, auquel on ne peut sans difficulté faire d'objections sérieuses. Il y a à peine six semaines que M. Sydney Herbert émit le premier l'idée de cette entreprise dans le *Morning Chronicle*, et déjà une société est constituée....

« En vue de ces faits, il est pénible de penser que depuis quinze ans la France cherche encore les moyens d'envoyer et d'établir des colons en Algérie à trois jours de Marseille et de Toulon ! »

C'est le *Constitutionnel* (journal peu communiste) qui exprime cette opinion, et nous ajoutons: il est bien douloureux aussi de penser que la France qui avait une espèce de colonie ouverte à tous ses nationaux dans l'Etat Oriental de l'Uruguay,—colonie qui ne lui coûtait rien, et où ses travailleurs se rendaient en foule,—il est bien douloureux disons nous que la FRANCE n'ait eu ni la conserver, ni la protéger plus efficacement contre les attaques d'un voisin jaloux et ambitieux, qui ne veut que sa perte et sa ruine.

NOUVELLES DU PARAGUAY.

Le RIO GRANDENSE, journal qui se publie à Rio Grande, dit, sous la date du 1er de ce mois: « On confirme l'arrivée de 400 paraguayens à HORMIGUERO, sur la rive droite de l'Uruguay, à une demi-lieue de distance de SAN BORJA (sur la rive gauche). Une lettre qui confirme cette nouvelle, ajoute que le corps d'armée du Paraguay, dont ces 400 hommes ne sont que l'avant-garde, se compose de trois à quatre mille soldats et se trouve campé près de l'Hormiguero, »

A la date du 27 mai le baron de Jacuhy était encore à Porto Alegre; mais il devait partir incessamment pour Rio de Janeiro.

EUROPE.

FRANCE.

REPUBLIQUE OU MONARCHIE.

Ce n'est pas nous cette fois qui posons cette question brûlante que le suffrage universel, que les acclamations de l'assemblée constituante, celles de l'assemblée législative ont résolues à nos yeux d'une façon éclatante. C'est un membre de la majorité, c'est l'un des plus vaillants chevaliers du parti égaré, M. Henri de Rochefort, qui la pose; c'est l'assemblée qui la résout.

Raconons d'abord:

La séance touchait à son terme quand tout à coup de vagues rumeurs se répandent: une proposition étrange, inconstitutionnelle, vient d'être déposée sur le bureau. M. le président Dupin, d'une voix émue, confirme bientôt ce bruit. Une proposition contraire à la constitution du pays, révolutionnaire en ce sens qu'elle remet en question la forme du gouvernement et les pouvoirs issus du suffrage universel, lui a été remise en effet. Aux termes du règlement cette proposition doit être renvoyée à une commission d'initiative parlementaire, mais il est des circonstances où la responsabilité qui pèse sur le président de l'assemblée impose à celui-ci des devoirs supérieurs au règlement. Le président est donc décidé à consulter l'assemblée sur ce qu'il convient de faire à l'égard de cette proposition.

Ces paroles, et surtout cette résolution du président, produisent aussitôt, sur les bancs de la droite particulièrement, une agitation profonde. Les ministres, les membres les plus actifs du parti légitimiste se pressent autour du fauteuil de M. le président Dupin. M. le ministre de l'instruction publique monte à la tribune au milieu du tumulte : il est d'une pâleur livide. Il pense que la proposition doit être considérée comme non avenue. Mais, lui crie-t-on de toutes parts, il faut la connaître, il faut la lire ! M. Crémieux exprime ce désir dans des termes formels, et l'assemblée consultée décide que la proposition sera lue publiquement.

Le silence se fait aussitôt, et M. Dupin, après avoir fait connaître que M. Henri de la Rochejacquelein, représentant du Morbihan en est l'auteur, donne lecture de la proposition dont voici les termes :

« Article 1er. La nation sera consultée sur la forme de gouvernement qu'elle veut constituer définitivement.

« A cet effet, le premier dimanche de juin 1850, il sera procédé au vote général, dans les formes prescrites pour l'élection du président de la république, en se conformant aux nouvelles dispositions relatives aux circonscriptions électorales.

« Art. 2. Chaque électeur déposera un bulletin sur lequel sera inscrit : République ou monarchie.

« Art. 3. Si la majorité est acquise à la république, le résultat sera proclamé à la tribune de l'assemblée législative par le président de la république (lire général).

« Art. 4. Si la majorité est acquise à la monarchie, le résultat sera proclamé par le président de l'assemblée législative.

« Dans ce cas seulement, il sera procédé le premier dimanche du mois de juillet 1850, par le suffrage universel, à la nomination d'une assemblée constituante, chargée des pleins pouvoirs de la nation.

« Art. 5. Le président de la République conservera le pouvoir exécutif jusqu'à la constitution définitive de l'assemblée constituante.... »

M. de la Rochejacquelein est absent. M. Léo de Laborde s'élance de sa place et veut monter à la tribune; mais la question préalable est demandée : le président la met immédiatement aux voix : elle est votée à la presque unanimité, et à la contre épreuve, nul n'ose protester contre ce verdict solennel. — PERSONNE ! dit le président : et tenant dans ses mains la feuille de papier sur laquelle cette proposition est formulée, il la déchire lentement et la jette à ses pieds. Ce geste est accueilli sur les bancs de la gauche par les cris répétés de Vive la république ! vive la Constitution !

Ainsi, république ou monarchie, le doute n'est plus permis. L'assemblée législative, organe légal du pays, décide à l'unanimité que cette question ne peut être constitutionnellement posée, qu'elle est résolue en fait et en droit, que la république est non-seulement (suivant l'expression de M. Thiers) « le gouvernement qui nous divise le moins, » mais le seul gouvernement possible de la France. C'est la majorité de l'assemblée, composée de royalistes de toutes les nuances, qui l'a décidé ainsi, conformément à la raison publique, au bon sens.

Et maintenant, les organes de ces vieux partis mécontents se le tiendront-ils pour dit ? Le débat sera-t-il vidé cette fois ? Les départements, auxquels on persuade que l'assemblée n'est pas libre, qu'elle aspire au moment où elle pourra restaurer la monarchie en France : les départements comprendront-ils la haute signification du vote de ce jour ? Rien n'empêcherait la majorité de prendre en considération et d'accepter la proposition de M. de la Rochejacquelein : ELLE NE L'A PAS VOULU ! Cette proposition a été déclarée inconstitutionnelle, attentatoire à l'ordre public : elle a été lacérée de la main du président, à la face de la France et de l'Europe.

Que ce soit donc chose décidée, et que les légitimistes, les orléanistes, les impérialistes prennent bravement leur parti de la république et de la constitution : qu'ils maintiennent l'une et qu'ils respectent l'autre. Ils y sont désormais engagés d'honneur.

(Le Siècle.)

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans la Gazette de France :

« Le Napoléon prétendant que sous Charles X, quand on voulait réprimer la liberté de la presse, c'était pour attaquer la vérité, tandis qu'aujourd'hui les atteintes portées à la liberté ont pour but d'attaquer l'erreur.

« Si le journal qui parle ainsi était l'organe officiel de l'Elysée, nous aurions peine à comprendre comment un seul légitimiste pourrait rester dans le ministère et faire partie du comité de salut public qui s'assemble, nous dit le Times, sous la présidence de Louis Napoléon. »

« Le Napoléon du dimanche se défend comme il peut de l'assimilation qu'on a fait entre le pouvoir actuel et

Charles X, à l'occasion des atteintes portées à la liberté de la presse.

« Son argument est toujours celui du poète comique; Mais moi, c'est autre chose.... »

(Le Siècle)

On a des nouvelles sombres du Pirée, du 12, par dépêche télégraphique.

L'envoyé français M. Gros, a proposé au roi Othon de reconnaître en principe les réclamations, sauf à discuter ensuite le chiffre des indemnités. Le roi a paru tout disposé à adopter cette voie, que pourtant il n'a pas encore officiellement accepté.

Nous ne concevons pas que la négociation pût s'ouvrir sur une autre base. L'Angleterre devant à sa propre dignité de maintenir que les mesures qu'elle a prises ne l'ont pas été sans motifs sérieux. Le vieux préjugé qui exige qu'en Grèce, lorsque la Grande-Bretagne dit oui, la France dise non, ne fera que retarder la solution de la question sans y rien changer absolument. Le cabinet de Londres n'admet pas les bons offices de la France pour que celle-ci lui déclare net qu'il a eu tort, mais discuter amicalement jusqu'à quel point ses réclamations sont fondées sous le rapport pécuniaire. Hors de ce cercle, il n'y a pas médiation ; il y a guerre ou du moins rupture ouverte.

Si c'est là que l'on tend, que l'on ait le courage de le dire et d'arborer l'alliance russe, si chère aux cosaques de la réaction.

(Idem)

On écrit de Rome, 15 mai, aux NAZIONALE.

« C'est le 12 que le protocole diplomatique a été fermé à Portici. Les représentants des puissances ont été d'avis que le pape devait donner immédiatement la consulte d'Etat et une constitution semblable à celle de l'Autriche.

« Le pape a décidé qu'il y aurait un consistoire secret le lendemain de son retour. A sa rentrée dans Rome, il sera accompagné par le roi de Naples, le maréchal Radetzki, le général Baragney-d'Hilliers et le général Nunziante. Les trois chapitres de Saint-Pierre, de Saint-Jean et de Sainte-Marie-Majeure iront le recevoir à 3 milles de distance. La municipalité l'attendra à Albano. Il sera distribué aux pauvres du pain et de la viande, et les objets dont l'engagement ne dépasse pas 5 paoli seront rendus gratuitement. Telles sont les largesses habituelles des papes dans les grandes occasions. »

(Idem)

Sévir ! c'est le mot dans lequel se résume toute la politique de l'impuissance condamné par l'expérience. Ouvrez le premier volume de l'Histoire de la Révolution Française par M. Thiers, et vous y trouverez ces lignes toutes de circonstance bien qu'elles s'appliquent à la déclaration du parlement de Paris, du 5 mai 1789 :

« A cette résolution énergique, le ministre répond par le moyen d'usage, toujours mal et inutilement employé ; il sévit.... »

(Presse)

Le Siècle publie à propos de l'étrange déclaration du Napoléon dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, les réflexions suivantes :

« Beaucoup de personnes admirent cette phrase : « Les barbares sont à nos portes, » par laquelle commençait le Napoléon d'hier. Elle est attribuée à M. le président lui-même, et cette attribution fait tout son mérite. — Appeler 132 000 électeurs de Paris de barbares ! dire qu'ils sont aux portes ! Ces barbares là ont mis à la porte les rois parjures et les royautes aveugles ; voilà toute la vérité.

« M. Louis Napoléon Bonaparte n'écrit plus. Quand il écrivait, il écrivait comme ont voté les barbares. »



marine.



ENTREE DU 16 JUIN.

De Londres, le 27 mars, brick anglais, « Tyro » de 165 tonneaux, capitaine Beevor, à Chapeaurouge, avec 320 barriques bière, 6 id. marchandises, 14 chaînes, 12 pipes huile, 101 boucaux peinture, 1 ballot

fil, 1 boucau poulies, 10 id. chaux, 25 caisses genièvre, 25 id. cognac, 40 paquets étoupes, 130 barrils clouds, 25 boucaux plomb de chasse, 3 id. quincaillerie, 12 id. blanc d'Espagne, 50 paquets pelle, 1 c. brosse, 2 ballots éponges, 30 barriques goudron, 30 id. brai, 134 id. chaux, 98 ton. charbon de terre.

De Rio Grande, le 9 courant, goelette hambourgeoise « Friedrich Franz » de 120 tonneaux, capitaine A. Adam, à Lafone, avec 304 caisses chandelles, 69 surrons yerba, 3 ballots marchandises, 9 c. id., 100 id. vin Bordeaux, 282 c. savon, 32 tonneaux charbon de pierre, 36 sacs lentilles, 11 id. haricots, 100 id. pois, 3 pipes esprit de vin, 36 barriques goudron, 26 têtes de bétail.

Du 18.

De Rio Grande, le 14 du courant, goelette française « Duchesse Anne » de 152 tonneaux, capitaine Collet, à ordre, avec 64 caisses marchandises, 5 boucaux et 150 fromages, 22 c. ferblanc, 50 ballots tabac, 15 barrils piment, 80 têtes bétail, 1 ballot couvertures.

Manifest de la barque française « Alfred. »

412 barriques vin rouge.

1 boîte ouvrage en fonte.

1 caisse foulards de soie.

4 idem ouate.

42 idem liqueurs.

3 idem soieries.

9 idem draperies.

2 idem peaux marroquins.

1 idem avec une cheminée en fer.

5 ballots bouchons.

2 caisses lainage.

2 ballots toilerie.

2 caisses chales.

7 idem chapellerie.

24 idem articles paris.

29 barrils eau de vie.

1 caisse tableaux.

1 idem chapeaux.

4 balles papier à écrire.

1 caisses galons, soie et laine.

1 idem chapeaux, soie et feutre.

1 ballot pendules.

1 idem mercerie.

20 caisses bougies.

80 idem vin.

20 idem eau de vie.

50 idem huile d'olive.

4 idem fromages.

8 idem champagne.

8 idem kirch.

20 idem absinthe.

5 barrils vin blanc.

A suivi pour Buenos Ayres.

Le trois mats français « Parana. »

Mouillé en rade.

Cap-Verd, le 24 avril, brick anglais « Ann Robson », à ordre, avec sel. Suivi pour Buenos Ayres.

SORTIES DU 18.

Rio de Janeiro, le 17 du courant, vapeur de S. M. B. Harpy.

Saint Tomas et Antilles, trois mats français Ville de Rouen.

New York, brick national Matilde.

Pernambuco et ports du sud, trois mats belge Vandick.

PRETS A SORTIR.

Pour Cap-Verd, brick italien Esperia, par Bujareo.

Pour Rio de Janeiro, brick français Astrome, par Zimerman.

Malouines, cutter danois Margarita, par Smith Brochers.

Rio Grand brick brésilien Norma.

Rio Grande, brick goelette anglais Johane of Tife, par Delisle Brothers.

Martin Garcia, sloop anglais Providencia.

Yaguari, goelette national Santa Elena.

Idem, paillebot idem Pepito.

Idem, idem idem Relampago.

Idem, idem idem Mercedes.

Idem, idem idem Independencia.

Idem, idem idem N. S. del Carmen.

Idem, idem idem Pepito.

Avis Divers.

maison à louer,

Ayant 4 grandes pièces, une grande cour, cuisine etc, à un prix très modéré, cette maison est très aérée et très sèche. S'adresser à l'imprimerie du Patriote, rue Perez Castellanos N° 162.

RELIGION SIN FANATISMO.

En esta tipografía, en la plaza de la matriz esquina de don Juan Sarda, en la calle 18 de Julio num. 98 se trueca el "Viage moderno à Jerusalem," por el padre doctor Ildelfonso Ver-net, al módico precio de 400 reis.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Ituzaingo, n° 142.

Il previent aussi qu'il a un depot de meubles à vendre.

Choucroute

Première qualité à 4 vintins la livre chez M. Bonhomme, à l'enseigne du Trocadero, sur la place au commencement de la rue des 33 près du mole.

Catalogue

DES LIVRES FRANÇAIS, RELIES,
EN VENTE A DES PRIX MODERES,
Rue de las Camaras, Nos. 41 et 43.

- OUVRAGES AVEC GRAVURES (Grand format).
- Esquisses historiques des différentes corps de l'armée française, par M. Ambert, avec gravures. in-f° 1 v.
 - Nouvel atlas du royaume de France, par M. Perrot. 2 v.
 - Paris-Orléans, album, par M. Barthelmy. 1.
 - Métamorphoses d'Ovide, par M. Villanave, avec 144 gravures. in-4° 1 v.
 - Le siècle de Napoleon, par M. Philippot eaux à LITERATURE.
 - De l'Instruction publique en France, in-18, par M. De Girardin 1 v.
 - Galerie Morale par M. Ségur 1 v.
 - Memoires ou souvenirs par id. 2 v.
 - Histoire Romaine par id. 2 v.
 - id. du bas Empire par id. 2 v.
 - id. Ancienne par id. 2 v.
 - id. des Ages héroïques par M. Delantine 1 v.
 - id. de la Terreur par id. 1 v.
 - id. de l'Empire par id. 1 v.
 - id. de la Gaule par id. 1 v.
 - id. de la Renaissance sociale par id. 1 v.
 - id. des Conjurations par id. 1 v.
 - id. de la Restauration par id. 1 v.
 - id. du Consulat par id. 1 v.
 - id. du Christianisme sous la Tente par id. 1 v.
 - id. de la Révolution in-18 par id. 1 v.
 - id. des Guerres d'Invasion par id. 1 v.
 - id. Le Moniteur des Dates par id. 1 v.

Hôtel de la marine

RUE VINGT CINQ MAI, N° 81.

Cet établissement se recommande par la perfection de tout ce qu'on y sert journellement.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de mériter la confiance des personnes qui voudront bien l'honorer de leur patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des appartements commodes et très agréablement situés, on assure les personnes qui les loueront, de soins assidus.

EN VENTE:

Chez les libraires et à l'imprimerie française, —rue du 25 Mai :

EMIGRATION ET COLONISATION

DANS
LA PROVINCE BRÉSILIENNE DE RIO GRANDE
DU SUD. LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE
L'URUGUAY ET TOUT LE BASSIN DE
LA PLATA.

Une Brochure in-8°

par

M. ARSENE ISABELLE.

Ancien Chancelier du Consulat Général de France, auteur du

VOYAGE A BUENOS-AYRES ET A PORTO-ALEGRE, de notes commerciales et de plusieurs autres écrits sur Montevideo.

PRIX

Un Patacon.

Gratis.

1° Une belle pendule représentant l'Archevêque de Paris mort sur les barricades.

2° Une pendule, Jeanne d'Arc au siège d'Orléans.

3° Dito dito le soldat laboureur.

4° Dito dito Renaissance.

5° Une belle lampe modérateur.

Un de ces cinq articles sera donné au choix à tout souscripteur

A un exemplaire de la Révolution de 1848, par Leonard Gallois, l'ouvrage se composera de 4 beaux volumes ou 36 livraisons, ornées chacune d'un superbe portrait en pied grave sur acier.

ON SOUSCRIT :

Chez Edouard Maricot, rue du 25 Mai n° 169.

MM. les Souscripteurs sont prevenus que les vingt premières livraisons sont arrivées et que les échantillons de prime se trouvent à l'adresse ci-dessus, où ils pourront venir faire leur choix.

Montevideo, le 17 avril 1850.

E. MARICOT.

CHANGEMENT DE DOMICILE

Cochet,

Fabricant de billards, de Paris.

Récemment arrivé de France, il a l'honneur de prévenir le public qu'il a rapporté un assortiment complet de billards et tous les accessoires qui en dépendent, tels que billes, procédés, marques, bleu, &c. &c. Il tient également un assortiment de bandes élastiques, métalliques, caoutchouc, lisières et autres de nouvelle invention. Il se charge de la réparation et de la confection des billards, on trouvera chez lui tout ce qu'il y a de plus moderne en ce genre.

Rue de Soriano, au coin de la rue de la ciudadela, la deuxième rue à droite en sortant du marche principal, près les arcades de la passive.

Don Salvador Tort, Juez Letrado de Comercio etc.

Por el presente cito, llamo y emplazo á D. Santiago de las Rivas, para que dentro de seis dias contados desde el presente comparezca en este Juzgado por sí ó por apoderado instruido á estar á derecho en el expediente de compromiso y liquidacion de cuentas de la estinguida sociedad titulada Rivas hermanos, bajo apercibimiento de lo que haya lugar en derecho, por tenerlo así mandado en los autos de la materia á instancia de D. Genaro de las Rivas — Montevideo 1° de Junio de 1850.

SALVADOR TORT.

Por mandado de S. S.

Felix de Lizarsa,

Escribano público y de Comercio.

Guill.^{me} Darrouzain

Médecin français, membre de l'Institut Homéopathique de Paris, un des plus anciens homéopathes du Brésil où il a propagé cette doctrine dans plusieurs provinces de cette empire, depuis 1842, bien connu à Montevideo par les cures qu'il a opérées depuis 1846, donne des consultations tous les jours de 7 heures du matin jusqu'à 10, et de 1 à 3 heures de l'après midi; rue de Buenos Ayres, n. 182. au premier. Il traite, spécialement, les personnes atteintes de syphilis, rhumatisme, maux d'yeux, etc. etc

RUE DU 25 MAI, N° 264.

Auguste Rivet,

Coiffeur a l'honneur de prévenir l'honorable public qu'il vient de recevoir par la "Ville de Rouen" un bel assortiment de gants de chevreau, castor et cachemir à cordon et bracelet gomme élastique, assortis de toute couleur; l'on y trouvera un très beau choix de cravates de toutes couleurs assorties, et tout ce qu'il y a de plus nouveau.

A louer,

Rue 25 mai n° 298, plusieurs beaux appartements, au 1er, ayant un beau balcon.

S'adresser à ladite maison,

AVIS,

Le soussigné a l'honneur de prévenir la classe ouvrière qu'à dater du 1er Juin prochain il ouvrira depuis 6 heures du soir jusqu'à 8 un cours de français, d'arithmétique, et de dessin linéaire

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, auront lieu d'être satisfaites, des soins assidus qui leur seront prodigués, et surtout de la modicité du prix, eu égard aux circonstances fâcheuses où l'on se trouve.

S'adresser rue du 25 de Mai n° 394.

PUYFOURCAT,

A vendre.

Un établissement situé rue Ituzaingo autre-fois St. Jean. S'adresser à domicile N° 99.

L A V R T

BOTTIER FRANÇAIS.

A l'honneur de prévenir le public qu'il vient de s'établir nouvellement à Montevideo.

Il fait tout genre de chaussure à la mode et pour se faire connaître fera les bottes de huit piastres à 5 1/2 au comptant. Ceux qui honoreront de leur confiance auront lieu d'être satisfaits — Rue du Rincon, n° 87, en face de la confiserie.

M. Delauney, pro-

fesseur de danse, a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient d'établir un cours de huit à dix heures du soir et un autre de dix heures à minuit, dans lesquels il apprendra tout genre de danse; de plus il se compromet en six leçons particulières de mettre au courant pour n'importe quelle danse que ce soit; la salle des cours vient d'être restaurée et bien décorée. Il offre également de donner des leçons dans les pensionnats et maisons particulières. Les personnes qui voudront l'honorer de leur confiance, pourront s'adresser Café de Paris, pour convenir de l'heure et des prix qui seront on ne peut plus modiques.